Alain FAURE, Emmanuel NÉGRIER, dirs, *La Politique à l'épreuve des émotions*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2017,
304 pages

Gina Puică

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12943>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.12943

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 372-374

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gina Puică, « Alain FAURE, Emmanuel NÉGRIER, dirs, *La Politique à l'épreuve des émotions* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 05 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.12943>

Par son propos critique, l'ouvrage de Didier Fassin soulève aussi une question qui méritait d'être intégrée à la conclusion. Pourquoi faut-il en 2017 prendre la plume, cogner pour faire « brèche », quand il s'agit d'énoncer des faits aussi simples et évidents que l'existence de bases sociales et matérielles de ce qui est défini comme crime ou délit, pour rappeler – sans abolir pour cela les notions de responsabilité et d'autonomie – que la probabilité statistique d'entrer dans divers types de délinquance est fort inégalement distribuée socialement, que certaines activités génératrices d'immenses souffrances (on pense à l'exposition à l'amiante de milliers de travailleurs ainsi condamnés à mort) sont impunies ou peu punies ? Comment expliquer la posture de Sisyphe qui est celle des chercheurs en sciences sociales... pourquoi doivent-elles/ils sans cesse rappeler avec un succès rarement durable des évidences issues de nombreuses enquêtes ? Pourquoi, en de nombreux domaines, le paradoxe d'une règle d'inverse proportionnalité entre la légitimité scientifique des chercheurs et leur capacité à se faire entendre des médias et des autorités ? Non que sociologues ou politistes puissent revendiquer détenir la Vérité ou la Solution des problèmes, mais assurément qu'ils puissent aider à repérer questions mal posées et mythologies sociales. On peut l'illustrer par le fait que de nombreux travaux manifestent que le *modus operandi* des unités policières des brigades anti-criminalité (BAC) crée plus d'une fois plus de tensions qu'il ne résout de crimes et délits – un autre livre de Didier Fassin, fondé sur une enquête ethnographique parmi les policiers le montre fort bien (*La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Éd. Le Seuil, 2015 [2011]). Cette vision critique s'exprime même jusque chez de haut responsables policiers, mais sans grandes conséquences pratiques tant sont fortes les logiques d'institution, les reflexes de défense corporatiste. Cette observation – faut-il dire sur le caractère inaudible, le refus d'entendre, le mépris des savoirs ? – vaut bien au-delà de questions de justice ou de police, au point que ce soient aujourd'hui même les sciences « dures » (qu'on pense au climat) qui aient du mal à imposer leurs évidences dans l'espace public. Si la rage de punir est une pathologie elle fait aussi système avec d'autres : le refoulement d'une grande partie des savoirs produits par les chercheurs dans les processus de décision, l'accroissement des inégalités sociales dans des proportions qui renvoient au XIX^e siècle.

Érik Neveu

Arènes, université de Rennes 1/EHESP/CNRS/
Sciences Po Rennes, F-35700
erik.neveu@sciencespo-rennes.fr

Alain FAURE, Emmanuel NÉGRIER, dirs, *La Politique à l'épreuve des émotions*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2017, 304 pages

Fruit d'une rencontre académique « transversale », ayant eu lieu en 2015 à Aix-en-Provence, *La Politique à l'épreuve des émotions* réunit plus d'une vingtaine de contributions et entend affirmer l'inscription de la science politique dans l'*affective (emotional) turn*, ressentie comme absolument nécessaire. Car, à la différence d'autres disciplines promptes à s'attacher à l'étude des émotions dans la seconde moitié du XX^e siècle (dans son « Introduction générale », Alain Faure évoque la philosophie, le design, la psychanalyse, la sociologie, voire l'économie et la géographie), la science politique resta longtemps réticente aux découvertes de la philosophie, de la psychanalyse et de la linguistique qu'elle ne sut véritablement mettre à profit pour sa propre cause.

Au-delà des défis conceptuel (foisonnement et dispersion) et méthodologique (le caractère insaisissable de l'objet), il y a pour les auteurs l'ambition de trouver un langage commun et d'établir un cadre de discussion. À cet égard, « une boîte de dialogue » qui pourrait fonctionner sur le principe d'un triptyque, à l'instar de celui proposé pour l'action publique par Hugh Heclo en 1994 (le « i » des institutions, des intérêts et des idées), fut trouvée : le triple « e » (État, espace, éros) qu'Alain Faure détaille (pp. 20-22) et au miroir duquel il interprète de manière surplombante les contenus des chapitres de ce livre.

La première des trois grandes parties de cet ouvrage extrêmement bien soigné et harmonieusement structuré, « Les émotions au prisme du politique », se décline en deux sections. La première – « Émotion et politique de l'événement » – regroupe quatre chapitres fort différents dans leurs thématiques, mais qui mettent en lumière des situations où l'émotion débouche sur la politisation, en passant par la sensibilisation. Véronique Dassié (pp. 31-42) montre les effets sur le parc du château de Versailles des deux tornades qui ont sévi en France en décembre 1999 et ont « enclenché une réaction conservatoire, processus classique des patrimonialisations publiques observées depuis la révolution française » (p. 34). Consuelo Biskupovic (pp. 43-52) présente les résultats d'une enquête menée à Santiago de Chili sur « l'expérience politique d'une association citoyenne » (Réseau de défense de la précordillère) dont le but est de protéger El Panul, « la dernière forêt primaire de la précordillère (piémont andin) », un espace, précise l'auteur dans une note, « plutôt invisible dans le champ institutionnel, surtout

en ce qui concerne la gestion de ce territoire par l'État » (p. 43). Jérôme Truc (pp. 53-64), dans son très intéressant papier relevant de l'anthropologie comme de la sociologie morale et politique, s'appuie sur les messages adressés aux victimes des attentats qui ont eu lieu à Paris en 2015 pour interroger les façons de « dire son émotion » en de telles circonstances graves et exceptionnelles. Selon que les messages sont signés individuellement ou collectivement, ils montrent, selon l'auteur, que leurs porteurs pouvaient être mus par une « *commune appartenance* » ou une « *commune humanité* », mais aussi par une « *commune singularité* » (p. 63). Coline Salaris (pp. 65-76) analyse « les émotions en partage dans les associations de victimes du Distilbène » (titre du chapitre qu'elle signe), démarche s'apparentant à « la sociologie de l'action collective », mais aussi à une « sociologie de la construction des groupes mobilisés » (p. 65).

Les quatre chapitres suivants, réunis dans la section « Politiser la cause », déploient une tout aussi large panoplie de situations et ils alertent sur la nécessité « de prendre au sérieux la construction sensible des problèmes publics » (p. 28), comme il est écrit dans l'introduction de cette première partie du livre. Christophe Traïni (pp. 77-88), dans un travail qui est une prolongation d'une recherche sur les promoteurs de la cause animale depuis le *xix^e* siècle, s'attache à explorer la question de ces pratiques politiques moins conventionnelles – et la protection animale en est une – qui, par certains aspects, tentent dernièrement de se rapprocher de la plus orthodoxe des pratiques politiques. Dans un article qui retrace l'histoire du projet d'érection du Mémorial de l'abolition de l'esclavage, qui fut inauguré en 2012 à Nantes, et de sa réception par le public et les divers responsables, Renaud Hourcade (pp. 89-98) s'intéresse à la façon dont les mémoriaux, en plus de valider l'existence symbolique des victimes, deviennent « des espaces de contestation, de détournements ou de contre-mémoire visant à leur faire porter d'autres discours, appuyés sur d'autres émotions » (p. 90). Jordi Gomez (pp. 99-106) étudie « l'émotion comme ressource identitaire » (titre du 7^e chapitre de l'ouvrage recensé ici), en s'appuyant sur l'analyse de l'éveil du sentiment d'appartenance à la « communauté catalane transfrontalière » chez les élus des Pyrénées-Orientales, conséquence du fait que, dès les années 1990, on a vu s'associer à l'identité catalane une « identité gratifiante » (p. 105), « valorisante » (p. 106), sur fond, notamment, de croissance économique et de rayonnement européen de Barcelone. Dernier chapitre de cette première partie du livre, « Les sensibilités des quartiers sensibles », dû à Jean-Yves Trépos (pp. 107-123), est une étude de cas fondée sur une enquête de terrain qui s'intéresse à la mobilisation des émotions et à leur politisation.

Intitulée, en symétrie avec la première partie, « La politique au risque des émotions », la deuxième partie est elle aussi constituée de deux ensembles de textes (« Reconsidérer la politique » et « Ressource manifeste, variable limitée »), à travers lesquels l'émotion apparaît (en politique) comme un potentiel à risque, « inassimilable à d'autres catégories d'analyse » (p. 121). Et les responsables de l'ouvrage de distinguer « quatre façons de penser l'émotion en regard de la politisation » : « la *dépendante* », « la *subsidaire* », « la *médiatrice* » et la... « *nouvelle clef* » (pp. 121-122) – les deux premières encore quelque peu traditionnelles, les deux autres carrément révolutionnaires.

Florence Delmotte, Heidi Mercenier et Virginie Van Ingelgom (pp. 125-140), dans leur contribution intitulée « Appartenance et indifférence à l'Europe : quand les jeunes s'en mêlent (ou pas) », présentent en contexte les résultats d'une recherche microsociologique « portant sur l'acceptation sociale de l'UE comme espace de régulation » (p. 126). Issue de plusieurs entretiens avec des groupes de jeunes habitant différents quartiers bruxellois, leur recherche confirme et approfondit une perspective qui prévaut depuis la fin des années 1990 dans les études européennes, selon laquelle les performances économiques ne sont plus seules à même de créer un engouement pro-européen en l'absence d'un sentiment partagé d'appartenance. Christian Le Bart (pp. 141-150), mêlant approche de science politique et démarche socio-historique et s'appuyant sur l'analyse d'ouvrages écrits par des professionnels de la politique (de De Gaulle à Ségolène Royal et Christine Boutin, en passant par beaucoup d'autres), démontre comment les « émotions exemplaires ayant pour caractéristiques d'être collectives et mobilisatrices » (p. 141) laissent depuis plusieurs années la place à des émotions singulières, individuelles, d'où ne manquent pas les aveux de faiblesse. S'ensuivent, dans une parfaite continuité, la contribution de Clément Arambourou (pp. 151-158) – consacrée aux rapports entre « émotions, genre et définition du métier politique », à travers notamment l'analyse d'ouvrages de deux politiques aux profils comparables, Michèle Alliot-Marie et Alain Juppé – et celle de Carole Bachelot (pp. 159-172), dédiée à l'expression des émotions « au sommet des partis », prenant comme cas d'étude le Parti socialiste.

Le second ensemble de cette partie s'ouvre sur le papier de Maurice Olive (pp. 173-182) portant sur l'amour des maires pour leur commune, qui peut devenir une authentique ressource politique, suivi de celui de Laurent Godmer (pp. 183-190), consacré aux émotions dans une campagne électorale locale. On lit ensuite la contribution de Rudy Bessard (pp. 191-198)

qui analyse le leadership et les ressources émotionnelles tels qu'illustrés par un politique aussi expérimenté que le Tahitien Gaston Flosse. Juliette Fontaine (pp. 199-208) décrypte le « phénomène d'obéissance collective et de désobéissances individuelles » (p. 199) durant la Résistance, à travers l'analyse des émotions ressenties par les instituteurs, saisies ici avec les outils de la sociologie des émotions. Enfin mais non en dernier lieu, Thibault Jeandemange (pp. 209-220) s'intéresse aux « caractéristiques de la musique dans la communication politique et plus spécifiquement dans le marketing politique », en s'appuyant sur l'analyse des clips ayant circulé durant les campagnes électorales pour les présidentielles françaises de 1981 à 2012.

Toute théorique et synthétique, la troisième partie clôt en beauté cet ouvrage collectif de haute ambition grâce aux contributions de six grands spécialistes de la question, tous également soucieux d'ouvrir des brèches et de créer des ponts et des carrefours entre disciplines.

D'abord, le texte de Philippe Braud (pp. 221-231) rappelle opportunément combien, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'appel au registre émotionnel pouvait rebuter dans les discours politiques, en réponse à l'excès de démagogie et à la manipulation émotionnelle qui avaient prévalu auparavant. Mais force est de constater que l'émotionnel regagne désormais du terrain dans les discours politiques, devenant même de nos jours omniprésent (p. 222). Partant de ce constat, la suite de ce chapitre évoque « ce qui se joue dans la simple construction d'une relation d'interlocution » (*ibid.*), comment les acteurs politiques font appel aux émotions collectives (par l'activation de la peur ou de l'espoir, ou encore de la colère et de l'indignation) ou mettent en avant des sentiments personnels (les leurs ou ceux qu'ils prêtent aux citoyens), à une époque où on assiste au « triomphe de l'individuation » (p. 230), sur fond de déclin des grands récits idéologiques et où la communication est de moins en moins filtrée et de plus en plus immédiatement réactive sur les différents réseaux sociaux.

Crystal Cordell (pp. 231-240) disserte sur la construction genrée des affects politiques ; Jean-Louis Marie et Yves Schemel (pp. 241-250) attirent l'attention du lecteur sur les outils encore plutôt rudimentaires qu'utilisent les politistes pour leurs analyses psychologiques et sur la nécessité d'une réelle coopération entre politistes et psychologues ; Sophie Wahnich (pp. 251-260) conclut un article convaincant sur l'idée que « la question des émotions n'est pas une question thématique en sciences humaines et sociales, mais bien une question épistémologique et

politique », puisque « les foules démocratiques ne peuvent relever de la seule vie neuronale que l'on cherche effectivement aujourd'hui à programmer ou à activer dans des stratégies de choc » (p. 260). Enfin, Marc Abélès (pp. 261-268) fait état de ses analyses de la mort et de l'échec en politique lui ayant permis de voir comment « la négativité travaille en profondeur et donne une consistance particulière à des pratiques trop souvent thématiques en référence à l'exercice de la décision, du gouvernement » (p. 263).

Emmanuel Négrier (pp. 269-278), signataire de la « Conclusion générale » qui précède la riche liste bibliographique de l'ouvrage, évoque les émotions du chercheur lui-même, et les dilemmes auxquels ce dernier peut se voir confronter dans son travail sur les rapports entre émotion et politique (il en distingue quatre : temporalité, socialité, rationalité et réalité). Dans cette même synthèse, il est aussi fait mention, non sans une certaine forme d'inquiétude, de l'importance prise, dans les études évoquées, par le « terrain empirique » (p. 277), situation toutefois assumée dès l'« Introduction générale », où le lecteur est averti quant à la nécessité de « se faire violence par rapport à un certain entre soi académique » (p. 19) en admettant l'apport essentiel de l'empirie dans la recherche. Et pourtant, paradoxalement ou non, une certaine résistance de la part du lecteur face au foisonnement et à la dispersion terminologique dont fait montre cet ouvrage – Sophie Wahnich évoque, d'ailleurs, en citant Alain Corbin le « vertige des foisonnements » (p. 251) – n'est pas à exclure, en dépit de l'obsession conceptuelle systématisante qui aura présidé à l'initiative de ses coordinateurs. Mais, la plupart du temps la lecture reste réconfortante, source d'émotions positives face à un réel aussi complexe, à tant de situations où la politique se trouva et se trouve fortement éprouvée par les émotions.

Gina Puică

Interlitteras, Université Ștefan cel Mare, RO-720229
gina.puica@littere.usv.ro

Gamba Fiorenza, *Mémoire et immortalité aux temps du numérique*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2016, 268 pages

Dans son ouvrage *Mémoire et immortalité aux temps du numérique*, Gamba Fiorenza propose à ses lectrices et lecteurs une excellente introduction aux questions qui émergent ou peuvent émerger en lien avec la mort et le numérique tout en proposant une interrogation sur la place du rituel dans ce contexte.